



COMMUNIQUÉ

DÉVELOPPEMENT DURABLE / SÉCURITÉ / INSEE VERT / COÛT FINANCIER

Dans la famille bois, l'administration choisit la langue

25 peupliers abattus inutilement à l'Insee Caen

« La direction a-t-elle déjà entendu parler du développement durable ? », « Quelle tristesse ! », « C'est lamentable. », « À quoi ça sert ? », « Ils n'ont toujours rien compris... », « C'est surtout très bête, il y avait d'autres solutions ! »... Voici un petit florilège de ce qu'ont exprimé les agents présents sur le site de l'établissement de Caen ce mardi 22 octobre. En seulement deux demi-journées, ce sont 25 peupliers de 15 ans qui ont été abattus !

Les agents de l'Insee ont été totalement pris au dépourvu : en pleine période de congés scolaires, les tronçonneuses ont commencé leur travail d'abattage. Le temps que les représentants du personnel en prennent connaissance et demandent aux ouvriers d'arrêter, la moitié du mal était déjà fait. Les représentants du personnel sont aussitôt allés demander des explications à la direction, qui a assumé sa décision et demandé aux ouvriers de terminer le travail.

Résultat, mercredi 23 octobre à midi, il ne restait plus aucun peuplier ! Pourtant, ils ne gênaient pas, apportaient de la fraîcheur en été et un rideau vert évitant l'éblouissement du bâtiment blanc situé derrière eux ! Quelle tristesse et quelle absurdité de la part d'une administration qui se dit écoresponsable !

Mais que s'est-il passé pour en arriver là ?

En 2019, l'officier de sécurité de l'Insee, situé au sein de l'inspection générale, a recommandé de sécuriser le site de Caen, en raison de risques d'intrusion. Un comité local de sécurité a alors décidé, parmi d'autres mesures, de refaire les clôtures qui entourent l'établissement de Caen. Tout cela s'est décidé en catimini et les agents ont été avertis des travaux de remplacement de la clôture au dernier moment, une semaine avant ! En tant que représentants du personnel, nous avons demandé des explications et des précisions, en particulier sur les haies. On nous a alors garanti que les haies seraient juste élaguées ! Aujourd'hui, nous avons le sentiment d'avoir été floués, puisqu'au final, en plus des haies, 25 arbres ont été abattus.

Le responsable national Insee Vert, alerté dès mardi 22 octobre, s'est dit très affecté par cette nouvelle mais n'a malheureusement rien pu faire : la DMI a confirmé sa commande d'abattage de ces arbres, afin de construire une clôture.

Par ailleurs, nous tenons à souligner que l'institut n'a pas respecté la loi. En effet, sur tout projet de ce type, les représentants du personnel doivent être consultés selon les termes du décret 2020-1427 relatif aux comités sociaux dans les administrations. Il n'en a rien été.

Enfin, l'Insee se vante d'être exemplaire en termes de développement durable, en particulier l'établissement de Caen qui dispose d'un grand espace vert. Mais s'il a fallu une dizaine d'années pour planter 4 ou 5 petits arbres fruitiers, à grand renfort de communication, il n'a fallu que quelques heures pour abattre 25 peupliers. Comme le soulignent certains agents, « *l'Insee est en plein greenwashing* ».

Cette décision est d'autant plus incompréhensible qu'elle a été prise avec l'accord de la mairie de Caen, qui se vante régulièrement d'être très orientée développement durable.

Pourquoi l'Insee a-t-il décidé d'abattre ces peupliers ?

La direction a évoqué les vols de vélo, quand les représentants du personnel l'ont interrogée. Certes, il y a eu 3 à 4 vols de vélos en 10 ans, mais cela aurait pu être réglé par des achats d'antivols solides. À une époque où le gouvernement cherche à faire des économies, voilà de l'argent bien mal dépensé.

L'administration répond également que « *c'était le souhait des voisins de l'établissement de l'Insee Caen* », en particulier d'Appart city, car son parking était envahi par la verdure. En réalité, les broussailles situées au pied des arbres envahissaient un ou deux mètres de parking, il suffisait d'entretenir la haie à moindre coût, sans couper les arbres. Au final, l'État prend en charge financièrement des travaux situés sur une parcelle privée, ces arbres étant en réalité sur la parcelle d'Appart city.

On nous a aussi dit que « *ces peupliers sont issus de rejets* ». En effet, il ne s'agit pas d'arbres qui ont été plantés par une administration en mal de greenwashing, mais d'arbres qui ont poussé naturellement. Où est le problème ? En tout cas, ils contribuaient à diminuer l'effet îlot de chaleur dû aux parkings, et remplissaient leur rôle en cas de forte pluie... bref, tout ce dont nous avons besoin à notre époque de réchauffement climatique.

Autre argument : « *Ils risquaient de s'écrouler en cas de tempête* ». En effet, comme tout arbre. Mais tout le monde sait qu'en cas de tempête, on ne se gare pas sous un arbre...

Qu'aurait-il fallu faire ?

Les agents de l'Insee Caen se demandent depuis le 22 octobre si leurs dirigeants ont déjà entendu parler du développement durable ? La réponse semble être oui, puisque la direction a prévu de planter quelques arbres, à un autre endroit où il y a des trous dans une haie. À l'Insee, où l'on sait a priori compter, on va se réjouir de 5 arbres plantés sans soustraire les 25 abattus !

La solution était pourtant simple, comme nous l'a confirmée l'entreprise réalisant les travaux : il suffisait de construire la future clôture légèrement en retrait de la limite de propriété. 50 centimètres suffisaient pour éviter tout cet arrachage... Il s'agit donc d'une décision absurde et irresponsable de la part d'une administration soi-disant écoresponsable.

Si le mal est fait à Caen, nous espérons que le mouvement de protestation qui en a résulté fera réfléchir l'administration à l'avenir dans ses autres établissements.

Voir les photos sur notre site en cliquant [ici](#)

Pour nous contacter

dg75-syndicat-national-cfe-cgc
@insee.fr

Vos représentants CFE-CGC

Titulaires

Jean-Philippe DE PLAZAOLA,
Sébastien CHÉRON

Suppléants

Catherine PORTAL,
Salvatore DI MARIA

**Des élus mobilisés
pour vous représenter
et vous accompagner !**